



Inades-Formation Cameroun

Servir le bien commun

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2020



LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AVANT-PROPOS

INTRODUCTION

Projets de stimulation et d'accompagnement des alternatives de développement

1. Projet d'accompagnement du repositionnement des vivres de souveraineté dans une dynamique de développement territorial pour une alimentation suffisante, saine et durable des populations au Cameroun;
2. Projet d'appui au renforcement de la résilience et la cohabitation pacifique des communautés du bassin du Lac-Tchad, face aux impacts des actions de la secte terroriste Boko-Haram dans la région ;
3. Projet de lutte contre l'insécurité foncière rurale pour la satisfaction des besoins alimentaires des populations autour des agro industries et des zones d'implantation des projets dits structurants au Cameroun.

Renforcement du partenariat stratégique

Vie associative

Ressources du bureau national

Conclusion et Perspectives

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AGR	: Activité génératrice de revenu
BN	: Bureau National
CEP	: Certificat d'études primaires
CDC	: Comités de développement cantonaux
CNI	: Carte nationale d'identité
COLAT	: Coalition des organisations pour la lutte contre l'accaparement des terres
CSO	: Civil Society Organisation
GVEC	: Groupe villageois d'épargne et de crédit
IF	: Inades-Formation
IFC	: Inades-Formation Cameroun
HEVECAM	: Hévéa du Cameroun
NES	: National Engagement Strategy
SNAEF	: Stratégie Nationale d'Engagement sur le Foncier
OCHA	: Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
PNAF	: Plateforme Nationale de l'Agriculture Familiale
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PROCIVIS	: Programme d'Appui à la Citoyenneté active du Cameroun
RACOPY	: Recherche-Actions Concertées Pygmées



Lazare SEMA

*Président du Conseil d'Administration
d'Inades-Formation Cameroun*

Chers lecteurs,
Nous sommes heureux de vous présenter le rapport d'activités 2020 d'Inades-Formation Cameroun. Au cours de cette année riche en réalisations et en enseignements, mais empreinte de défis, les actions menées se sont inscrites dans le sillage de la promotion sociale et économique des populations bénéficiaires dans nos différentes zones d'intervention. Et ce, nonobstant la pandémie de la Covid-19 qui a quelque peu ralenti le déroulement des interventions, et les conflits qui continuent de secouer les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord. Sur le plan institutionnel, le Directeur du Bureau National a effectué un premier mandat d'un an, à l'issue duquel une mission de suivi de l'audit a été réalisée, ainsi qu'une évaluation. Au terme de ces activités dont les résultats ont été concluants, la confiance du conseil d'administration et du Secrétariat Général lui a été renouvelée. En outre, Inades-Formation Cameroun a poursuivi au cours de l'année

2020, ses actions de stimulation et d'accompagnement des alternatives de développement au service du bien commun à travers trois projets de développement. Dans leur mise en œuvre, ces projets ont mobilisé plusieurs couches de populations et généré des changements importants au sein des communautés.

Notre Bureau National a œuvré aux côtés d'autres organisations dans le cadre des plateformes et réseaux pour renforcer son positionnement et son implication dans le processus de défense des intérêts des communautés.

Enfin, la vie associative a été particulièrement marquée par d'importantes réflexions menées sur des sujets de grande portée pour l'avenir de l'institution. Il s'est agi principalement de la contribution des membres associés à la réalisation du projet de société d'Inades-Formation au service du bien commun et de l'implication effective des jeunes au sein de l'Association.

Tout ce travail a été réalisé grâce au fonctionnement harmonieux des organes d'Inades-Formation Cameroun (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, Conseil d'Antennes) en synergie avec l'engagement soutenu des ressources humaines du Bureau National.

Nous saisissons cette opportunité pour remercier nos partenaires techniques et financiers pour les divers soutiens, le Secrétariat Général pour son appui constant, les associés, le personnel et les partenaires terrain pour leur implication effective dans la mise en œuvre des activités.

INTRODUCTION

Les activités du Bureau National en 2020, ont eu pour socle, les programmes structurants du réseau Inades-Formation suivants :

- ❖ Systèmes alimentaires basés sur l'agriculture familiale ;
- ❖ Microfinance communautaire ;
- ❖ Gouvernance inclusive ;
- ❖ Gestion durable des ressources naturelles.

Ces programmes ont été concrétisés à travers la réalisation de trois principaux projets de stimulation et d'accompagnement des alternatives de développement, notamment :

4. Le projet d'accompagnement du repositionnement des vivres de souveraineté dans une dynamique de développement territorial pour une alimentation suffisante, saine et durable des populations au Cameroun;

5. Le projet d'appui au renforcement de la résilience et la cohabitation pacifique des communautés du bassin du Lac-Tchad, face aux impacts des actions de la secte terroriste Boko-Haram dans la région ;

6. Le projet de lutte contre l'insécurité foncière rurale pour la satisfaction des besoins alimentaires des populations autour des agro industries et des zones d'implantation des projets dits structurants au Cameroun.

En outre, la participation d'Inades-Formation Cameroun aux rencontres initiées dans le cadre des plateformes, réseaux et fora et l'animation permanente de l'Association ont été également les principaux chantiers de l'exercice.

Sur le plan de la mobilisation des ressources financières, le Bureau National a poursuivi ses efforts dans la recherche des financements additionnels pour assurer sa stabilité financière, à travers l'élaboration de nouveaux projets, les réponses aux appels à manifestation d'intérêt et la réalisation des interventions précises pour le compte d'autres organisations et partenaires au développement.

Nous nous réjouissons des changements que nos actions ont produits aussi bien dans le quotidien que dans l'environnement des populations bénéficiaires. Le présent rapport fait l'économie des principales réalisations et des résultats obtenus de l'année 2020.

1. Support project to promote food for sovereignty in a dynamic of territorial development for a sufficient, healthy and sustainable food supply in Cameroon

Inades-formation Cameroon is engaged in a partnership with decentralized territorial authorities to promote sovereignty foods.

For several years now, food systems based on family farming has been an important aspect of the work of the Inades Formation network. This is reflected in a concrete way by the implementation of numerous initiatives at the level of the National Offices. In the framework of the "Support project to promote food for sovereignty in a dynamic of territorial development for a sufficient, healthy and sustainable food supply in Cameroon", Inades-Formation Cameroon (IFC) is very much involved in the promotion of local chicken in the Noun division. The idea is not only to make



local chicken a real alternative in terms of poultry production and development, but also to mobilize several actors and stakeholders around this sector. It is from this perspective that a collaboration agreement was signed between Inades-Formation Cameroon and the council of Foumban, represented, on the one hand by the Delegate of the Bamenda Antenna, and the Mayor of this decentralized territorial unit, on the other hand. Through this agreement, the two parties have undertaken to combine their efforts and pool their energies for poverty reduction in the area of in-

tervention, and by an effective integration of the population, especially women in the production and marketing of local chicken. In other words, it is about helping and supporting small producers of traditional poultry, in particular the producers of local chicken to organize and become true entrepreneurs, but also to take action around the increased consumption of this sovereignty food in the locality. To do this, the positioning of the different actors in the different segments of the food chain remains a necessity.

In accordance with a timetable previously established and agreed with Inades-Formation Cameroon, the council of Foumban carries out the following activities, among others:



- ❖ Mobilization of producers and other stakeholders to participate in meetings organized by IFC.
- ❖ Participation in training and support organized by Inades-Formation and duplication of the training in localities not covered by Inades-Formation.
- ❖ Follow-up of producers in the implementation of the knowledge obtained from training and capacity building.
- ❖ Provision of facilities for the development of local chicken in the area of jurisdiction of the council.

On the occasion of the celebration of the 2021 edition of the International Women's Day, under the theme « Financial inclusion by digital means for the economic development of women: challenges and prospects», IFC presented a talk at a workshop organized by the Mayor of the said council, in its conference room, under the theme: « How to make money with local chicken.» The



workshop was well attended and mobilized several categories of actors who discussed the possibilities and opportunities linked to local chicken. Given that rural women, before accessing financial inclusion through digital technology, they should first know how to earn money and be independent.

From 31 May to 4 June 2021, as part of the execution of project activities on good production practices related to health, the Council of Fouban, in partnership with IFC, facilitated not only the mobilization of producers, but also supported the financing of vaccines (ND AVIVAX I-2), for the control and the prevention of Newcastle disease in local chicken in the locality. Hence the satisfaction of a member of the municipal executive was expressed in these terms *“The concern of the Mayor of the municipality of Fouban is the well-being of its population; and this necessarily in-*

volves economic promotion. When we came to realise that Inades-Formation Cameroon can support us in promoting the breeding of local chicken, a sector of activity where citizens of our town can easily be involved, because it demands minimal cost but generates significant income, our feelings can only be the best, and our wish is that the collaboration with Inades goes forward because the surrounding communities are waiting to be supported”.

Taking into consideration the enthusiasm set in motion in the area due to the actions undertaken by the two institutions around local chicken, and the actors who are mobilized around (producers, processors, consumers, CSO, technical services of the State, etc.), there is reason to believe that IFC is resolutely committed in placing its interventions in the perspective of territorial development.

2. Projet d'appui au renforcement de la résilience et la cohabitation pacifique des communautés du Bassin du Lac Tchad, face aux impacts des actions de la secte terroriste Boko-Haram dans la région.

Depuis plus d'une décennie, les pays membres du bassin du Lac Tchad échangent autour des stratégies visant à faire face aux multiples problèmes que connaît la ressource en eau douce qu'ils partagent, à savoir le Lac Tchad. Parmi ces problèmes, on peut citer les effets conjugués du changement climatique, de la pression démographique et les multiples usages de l'eau du lac (agriculture, élevage, pêche, etc.). Ces éléments ont provoqué le rétrécissement de la surface du lac, entraînant ainsi une baisse considérable des activités des populations riveraines.

Cette situation s'est davantage aggravée depuis 2014, par l'insécurité qui règne dans cette région du bassin du lac Tchad, du fait des attaques perpétrées par la secte terroriste Boko-Haram. Ces attaques criminelles qui ont d'énormes conséquences sur la vie des populations, ont été enregistrées en grande partie le long des frontières Cameroun-Nigeria et Tchad-Nigeria. Elles ont accru la vulnérabilité des populations de la zone concernée, les plongeant ainsi dans un état de besoin permanent d'aide humanitaire. De plus, du fait de la forte pression sur les moyens d'existence, la cohabitation des déplacés internes avec les populations hôtes est devenue difficile. Les jeunes quant à eux, ne pouvant plus exercer leurs activités commerciales à cause de la fermeture des frontières, constituent les cibles les plus vulnérables. C'est ainsi que certains d'entre eux acceptent facilement de se faire enrôler dans les groupes terroristes.

Au vu de cette situation, les BN d'IF Cameroun et d'IF Tchad, avec le soutien du Secrétariat Général, ont décidé de mener une

action commune visant à soutenir les communautés concernées par le phénomène, notamment celles situées de part et d'autre du fleuve Logone. C'est dans ce contexte qu'au vu le jour en fin 2017, le « Projet d'appui au renforcement de la résilience et de la cohabitation pacifique des communautés du Bassin du Lac-Tchad face aux impacts des actions de la secte terroriste Boko-Haram ».

L'objectif global de ce projet conjoint est de contribuer au renforcement de la résilience et la cohabitation pacifique des communautés vivant dans le bassin du lac Tchad face à l'impact des actions de la secte Boko-Haram dans la région. De manière spécifique, il vise à soutenir les populations de sept arrondissements/sous-préfectures du Cameroun et du Tchad, les plus exposés aux exactions de la secte Boko-Haram, afin qu'elles puissent s'organiser et prendre des dispositions collectives pour la sécurité de leurs territoires, la cohabitation pacifique et l'amélioration de leurs moyens d'existence.

Au Cameroun, le groupe cible du projet est constitué des communautés de la région de l'Extrême-Nord, notamment celles vivant dans la zone frontalière au Nigeria. Les bénéficiaires directs du projet sont les populations des arrondissements de Kousseri et de Logone-Birni dans le département du Logone et Chari, et celles de l'arrondissement de Mora dans le département du Mayo-Sava. Ces populations subissent de manière particulière les effets directs des attaques de la secte Boko-Haram.

La mise en œuvre de ce projet reposait sur quatre (04) principaux axes, à savoir :

- ❖ L'axe « Entrepreneuriat Jeune » qui consiste à accompagner les jeunes autour des activités génératrices de revenus ;
- ❖ L'axe « Groupement Villageois d'Épargne et de Crédit » (GVEC) qui met l'accent sur l'appui à la mise en place et à la gestion des dispositifs de mobilisation des ressources financières endogènes afin de soutenir les AGR ;
- ❖ L'axe « Appuis aux Comités de Dévelop-

PROJETS DE STIMULATION ET D'ACCOMPAGNEMENT DES ALTERNATIVES DE DEVELOPPEMENT AU SERVICE DU BIEN COMMUN

pement Cantonaux » (CDC) qui vise la prise en compte de l'aspect sécuritaire dans les plans de développement locaux ;

❖ L'axe « Plaidoyer » qui vise l'amélioration des échanges sur la situation sécuritaire entre les parties prenantes à travers la mise

en place d'une plateforme de réflexion et d'échanges.

Durant les trois années de mise en œuvre de ce projet, les équipes des deux BN se sont attelées à la réalisation des activités en lien avec ces différents axes, et surtout avec les



Forages construits pour l'activité maraîchère dans les localités de Kourgui et Warba

objectifs et les résultats attendus du projet.

Les résultats obtenus sur ce projet au Cameroun sont pour la plupart très encourageants. Il en est de même des changements induits au sein des groupes et des commu-



nautés.

En effet, l'axe « Entrepreneuriat-jeune » représente l'axe moteur de ce projet, dans la mesure où il vise particulièrement à stabiliser les jeunes qui sont les cibles privilégiées de la secte Boko-Haram, autour des activités génératrices de revenus.

A la fin de la première année de mise en œuvre

du projet (2018), l'équipe d'Inades-Formation Cameroun avait pu accompagner 223 jeunes organisés au sein de 11 groupes dont 09 groupes de maraîchers et 02 de pêcheurs. En 2019, cinq (05) nouveaux groupes de maraîchers ont été mis sur pied dans le canton de Warba près de Mora, pour un effectif de 85 jeunes, amenant ainsi le nombre de groupes à 15 pour un effectif total de 288 jeunes, contre 250 initialement attendus dans le projet. En 2020 enfin, le nombre de groupe est resté inchangé, mais certains membres inactifs dans les groupes ont été remplacés et d'autres volontaires ont intégré les groupes, portant l'effectif à 291 membres. Sur le plan économique, la production maraîchère totale au cours de la campagne 2020 est de 58,9 tonnes d'oignons pour 10,25 hectares, 245 sacs de 50 kg de gombos pour 0,75 hectare et 1,8 tonne de tomate pour 0,5 hectare. Malgré quelques difficultés rencontrées dans l'écoulement des produits, les recettes enregistrées à Kousseri sont les suivantes : 1 237 000 FCFA pour l'oignon, 667 500 FCFA pour le gombo, et 176 500 FCFA pour la tomate, soit un total de 2 081 000 FCFA. L'activité de pêche à Logone-Birni a donné une recette de 822 500 FCFA. À Mora, les recettes de l'oignon s'élèvent à 7 974 950 FCFA car les ventes ont été faites au moment où les prix étaient encore assez rémunérateurs. Autrement dit, le volet entrepreneuriat jeune a produit pour le compte de l'année, une recette totale de 10 878 400 FCFA.



En définitive, l'accompagnement des jeunes autour de l'entrepreneuriat dans le cadre de ce projet aura permis de percevoir de manière cumulative, la somme de 15 937 950 F CFA répartis de la manière suivante : 4 313 000 FCFA en 2018, 3 650 000 FCFA en 2019 et 7 974 950 FCFA en 2020. Ces revenus générés par les activités maraîchères et de pêche sont à chaque fois répartis entre les membres des groupes après prélèvement du montant destiné à la campagne suivante. Quant à l'argent perçu par chaque membre, il est utilisé pour divers besoins individuels et familiaux tels que la couverture alimentaire annuelle, la reconstruction des habitats, la scolarisation des enfants etc. Le reliquat est reversé dans les GVEC sous forme d'épargne financière. Dans l'axe « mobilisation des ressources au sein des Groupements Villageois d'Epargne et de Crédit », il est à signaler que tous les 18 GVEC mis en place sur le projet ont démarré leurs activités en 2019 et les premières distributions des épargnes ont eu lieu en 2020. En fin 2019 déjà, les GVEC avaient mobilisé un montant d'épargne de 3 422 750 FCFA avec un volume de crédits octroyés de 933 900 FCFA. Arrivés en fin de premier cycle, ces GVEC ont totalisé une épargne globale de 8 277 250 F CFA et 3 363 500 F CFA de crédit pour un effectif de 414 membres dont 152 femmes (37%). En fin 2020, les 18 GVEC ont mobilisé au total 20 693 125 F CFA d'épargne au cours de leurs deux cycles d'activité. Plus de 70% des membres ont bénéficié des microcrédits pour la réalisation de leurs activités productives selon la répartition suivante :

49% pour l'agriculture, 18% pour l'élevage et 27% pour le commerce. Les besoins sociaux représentent 6% des crédits octroyés. Le taux d'accès des femmes au crédit oscille autour de 30%, ce qui est quasi proportionnel à leur nombre dans les GVEC.

En ce qui concerne l'axe « appui aux comités de développement cantonaux » pour le renforcement de la sécurité, après l'identification, le choix des comités et les appuis organisationnels, les actions menées en 2020 sur le projet étaient articulées autour de l'accompagnement de ces comités pour l'actualisation de leurs plans de développement locaux respectifs, en y intégrant les éléments de sécurité collective et de cohabitation pacifique. C'est ainsi que chacun des comités cantonaux de développement de Limani et de Warba fonctionnent désormais avec un plan d'action prenant en compte l'aspect sécuritaire. De même, le renforcement des capacités techniques des sept comités de vigilance de ces deux (02) cantons leur permet de communiquer les informations désormais en temps opportun aux autorités traditionnelles et administratives en vue d'une prompt réaction pour faire face à l'ennemi. Les actions du projet orientées vers la concertation autour de la question de sécurité ont redonné confiance aux populations, car dans certains villages, on constate le retour progressif des populations à leurs sites.

Pour ce qui est de l'axe « plaidoyer », cent vingt-neuf (129) « sans-papiers » de circonstance - personnes déplacées internes qui, dans leurs fuites des exactions de Boko-Haram, ont abandonné, ou égaré leurs pièces officielles - ont obtenu des cartes nationales d'identité (CNI). Une action de sensibilisation des communautés (déplacés internes du canton de Mémé dans l'arrondissement de Mora) a permis de comprendre la démarche d'établissement des CNI. En outre, les bénéficiaires des CNI jouissent à nouveau des droits et privilèges de la citoyenneté camerounaise. De même, grâce à la collaboration des différents services impliqués dans la procédure d'établissement des actes de nais-



Microfinance communautaire : une réunion d'un GVEC

sance (mairie, l'hôpital de district et le tribunal), 214 jeunes ont pu bénéficier chacun d'un acte de naissance en 2020, ce qui a permis à leurs parents de les inscrire à l'école. Ce résultat est d'autant plus

encourageant qu'au moment de la collecte des données sur les « sans-papiers de circonstance » au niveau de l'école de Limani par exemple, un seul enfant sur soixante-neuf (1/69) disposait d'un acte de naissance.



Actuellement, la quasi-totalité des enfants de cette école disposent des actes de naissance et certains ont pu déposer les dossiers d'entrée en classe de sixième et pour le certificat d'études primaires (CEP).

Concernant la mise en place de la plateforme régionale de plaidoyer, vue l'existence d'un cadre de concertation des actions humanitaires piloté par OCHA dans la zone du projet, l'option a été prise par IFC d'intégrer plutôt ce cadre d'échanges pour discuter des thématiques devant déboucher sur des actions de plaidoyer en faveur des bénéficiaires du projet.

Une analyse profonde de certains résultats, notamment ceux relatifs à l'entrepreneuriat, montrent que le projet a permis à chaque jeune accompagné de dégager un revenu annuel moyen d'environ 50 000 F CFA sur les activités communautaires, ceci sous réserve des quantités non déclarées. Or, nous savons que plus de 80% de ces jeunes membres des groupes produisent (oignon, gombo ou tomate) à titre individuel à l'aide des équipements mis à la disposition du groupe par le

projet. Il est donc évident que ce revenu annuel moyen par jeune accompagné peut se situer autour de 100 000 F CFA, ce qui n'était pas le cas avant l'arrivée du projet. L'analyse montre également qu'en 2020, plus de 75% des jeunes entrepreneurs accompagnés ont amélioré leurs revenus à la suite de la vente de leurs produits.

Dans le même ordre d'idées, sur le plan social, il est à noter que les groupes de jeunes ont été mis sur pied sans discrimination. On y rencontre des jeunes issus des familles des déplacés, des retournés et des populations hôtes. Et on constate qu'une certaine cohésion est née entre ces jeunes impliqués dans le projet, et cette symbiose se répercute au sein de la population globale dans la zone du projet. Autrement dit, c'est également l'un des points à mettre à l'actif du projet par rapport à son objectif de renforcement de la cohabitation pacifique.

La principale difficulté rencontrée est le manque de marchés pour les produits. En effet, avec l'avènement de la pandémie du Coronavirus, les frontières ont été fermées, ce qui ne permettait pas aux acheteurs gabonais de venir s'approvisionner en oignons au Cameroun. C'est ainsi que les producteurs qui ont vendu après la fermeture des frontières (Kousseri et Warba) ont tourné pratiquement à perte.

Les autres difficultés sont les conséquences des pluies diluviennes qui ont causé de graves inondations, détruisant sur leurs passages les pépinières et certaines parcelles à proximité des zones inondables. De même, la prolongation des pluies en 2019 a eu une influence négative sur la production des vivres et en l'occurrence sur les cultures maraîchères de fin de saison des pluies. Il en est de même de l'arrêt brusque des pluies en 2020.

Durant l'année 2021, l'équipe mettra un accent sur la capitalisation des acquis de ce projet pour une duplication éventuelle dans d'autres zones concernées par la crise sécuritaire.

3. Projet de lutte contre l'insécurité foncière rurale pour la satisfaction des besoins alimentaires des populations autour des agro industries et des zones d'implantation des projets dits structurants au Cameroun

Le présent projet a démarré en 2018. Initialement prévu pour une durée de trois années, il a été prolongé jusqu'en 2021. L'année 2020 marque sa troisième année d'exécution. L'action du projet porte sur deux principaux piliers à savoir :

- le développement des activités agropastorales pour la satisfaction des besoins alimentaires des bénéficiaires les plus affectés par l'accapement de 9750 ha de terres ;
- le plaidoyer pour la rétrocession et la sécurisation de 20% de terres accaparées par l'agro-industrie Hévécam dans la région du Sud et les grands projets infrastructurels, à l'instar du barrage de Nachtigal dans la région du Centre.

Financé par KZE Misereor, ce projet vise à contribuer à l'amélioration des conditions socio-économiques des populations de la zone d'intervention du projet à travers la



Sensibilisation des communautés de Déhane et Mbébé sur le processus de délimitation des terres d'Hévécam et de leur espace vital

sécurisation des terroirs autour des agro industries et des projets dits structurants. De manière spécifique, le projet vise l'accompagnement de treize communautés des régions du Sud et du Centre les plus affectées par l'implantation des agro industries et des grands projets, en vue d'améliorer leur accès durable au foncier et aux produits agricoles.

En 2018, les études réalisées ont permis de circonscrire la situation foncière et agropastorale de chaque zone du projet, de structurer les bénéficiaires, d'assurer le renforcement de leurs capacités et enfin, de mener des actions de lobbying. De manière partici-

pative, un état des lieux a été dressé dans la zone d'Elogbatindi et a permis de mettre en évidence l'existence d'un cahier de charges entre les communautés et l'agro-industrie Hévéa du Cameroun (HEVECAM) dont les clauses n'ont pas été respectées par cette société agro industrielle.

En 2019, des cartes participatives ont été réalisées et le processus de délimitation des terres des communautés et de l'agro industrie a été lancé avec la participation des communautés (comités communautaires). Ce travail a abouti à la délimitation d'un supplément de 1140 ha au profit des communautés.

Au cours de l'exercice 2020, les actions du projet ont directement touché 3 550 personnes dont 56% de femmes, qui tirent l'essentiel de leurs ressources et moyens de subsistance de la terre. Parmi ces cibles, l'on note également la présence de quelques communautés autochtones Bagyéli localisées dans le village Déhané et une bonne frange d'acteurs organisés autour des organisations paysannes et associations, à l'instar de l'association Nyong et Lokoundjé Survival et la coopérative RAPCAM-COOP.CA entre autres. Ces structures paysannes se composent parfois de membres issus de diverses régions du pays, compte tenu du caractère cosmopolite des deux zones couvertes par le projet. S'agissant des bénéficiaires indirects touchés au cours de l'année, ils sont évalués à environ 28 715 personnes, essentiellement



Exploitation de bananier-plantain d'un bénéficiaire du projet

PROJETS D'ACCOMPAGNEMENT DES ORGANISATIONS PAYSANNES

constitués des populations ayant pour principale source de revenus, des activités extra agricoles : il s'agit des travailleurs des agro industries, des salariés issus des sociétés actives dans les zones du projet pour la réalisation des projets structurants, des commerçants et les populations des villages environnants.

Les activités d'accompagnement au cours de l'année ont été organisées autour des principaux axes suivants :

- Le suivi des sensibilisations des commu-

nautés dans les deux zones d'intervention du projet ;

- Les sessions de diffusion des informations auprès des communautés ;

- L'organisation des ateliers de préparation des argumentaires de plaidoyer et l'identification des cibles et des stratégies de plaidoyer ;

- Les appuis à la réalisation des actions de plaidoyer ;

- Les ateliers d'analyse des cas d'abus et des modalités de dénonciation ;



Unité de démonstration de bananier-plantain à Batschenga

- Les mises en contact avec les partenaires techniques et financiers;
- Les ateliers de renforcement des capacités techniques et commerciales entre autres.

Les principaux résultats ci-dessous ont été obtenus :

❖ Le pourcentage de bénéficiaires disposant des informations relatives aux procédures d'immatriculation et des processus de sécurisation de terre en 2020 est de 78,5% pour un total de 2787 personnes contre 5%

en 2018 et 76,92% en 2019, soit un taux d'accroissement de 73,5% par rapport au début du projet.

❖ Dans la région du Sud, l'agro-industrie HEVECAM a désisté sur une superficie de 4453 ha, représentant 33,68% du total de terres accaparées.

❖ 52% des bénéficiaires ont augmenté leur production contre moins de 5% en 2018 et 46,87% en 2019.

❖ 45,5% des populations cibles ont dégagé des revenus additionnels de la vente des produits agricoles (maïs, manioc, plantain, igname, macabo, pistache)

❖ Le revenu moyen annuel par ménage est passé de 1 260 000 FCFA en 2018 à 2 442 745 FCFA en 2019 et à 2 565 075 FCFA en 2020.

Au-delà des résultats obtenus lors de la mise en œuvre du projet, plusieurs difficultés ont été rencontrées dont les principales sont :

❖ La longueur et la complexité des procédures administratives pour l'aboutissement du processus de rétrocession de terres ;

❖ La limite des interventions sur le terrain liée à la survenue de la pandémie de la Covid-19 ;

❖ Les interdictions récurrentes de certaines autorités administratives, notamment dans l'arrondissement de Batschenga ;

❖ Le non-respect par certains bénéficiaires des directives techniques en matière de développement des champs semenciers et des unités de démonstration.

En perspective pour 2021, il sera question de travailler à redonner plus de dignité aux communautés riveraines les plus impactées, à travers la consolidation des résultats jusqu'ici obtenus et la poursuite des activités relatives au processus de rétrocession et de sécurisation de leurs terres.

En perspective pour 2021, il sera question de travailler à redonner plus de dignité aux communautés riveraines les plus impactées, à travers la consolidation des résultats jusqu'ici obtenus et la poursuite des activités relatives au processus de rétrocession et de sécurisation de leurs terres.



Inades-formation a apporté son appui dans la mise en œuvre de plusieurs projets/programmes. Les réalisations effectuées sont consignées dans le tableau ci-après :

Commanditaire	Nature de la prestation
RACOPY	Renforcement de la reconnaissance légale des institutions traditionnelles et de la représentation des peuples autochtones de forêt au Cameroun.
PNUD	Amélioration de la situation socio-économique des jeunes et des femmes à travers le développement de l'entrepreneuriat autour des AGR avec prise en compte de la protection de l'environnement dans la commune de Bogo à l'Extrême-Nord.
PROCIVIS	Renforcement de l'accès des populations à des services améliorés d'Etat-civil dans le Nord-Ouest.



Légalisation collective des unions dans le Nord-Ouest

Dans le cadre des plateformes et fora, les actions d'IFC ont été remarquables au sein de certains réseaux et plateformes notamment :

- Le Réseau Recherche-Actions concertées Pygmées (RACOPY) dont il assure la coordination ;
- La Coalition des organisations pour la lutte contre l'accaparement de terres (COLAT) ;
- La Stratégie Nationale d'Engagement sur le Foncier (SNAEF) / National Engagement Strategies (NES) ;
- La Plateforme Nationale de l'Agriculture Familiale du Cameroun (PNAF).

Dans le cadre de son renforcement institutionnel, Inades-Formation Cameroun met un accent particulier dans l'animation de la vie associative. En 2020, la vie de l'Association nationale a été marquée par les faits suivants :

- Les sessions du Conseil d'Administration ont été organisées à Yaoundé, respectivement au cours des mois d'avril et de novembre. La première session a axé les travaux sur le bilan de l'année précédente tandis que la deuxième session a servi de cadre pour examiner les prévisions budgétaires de l'année suivante et les nouvelles orientations relatives au fonctionnement de l'Association Nationale.

Les Conseils d'Antenne et les réunions des collèges d'Associés qui sont ordinairement tenus simultanément à Yaoundé, Maroua et Bamenda au mois de mars de chaque année n'ont pas pu être réalisés à cause de la recrudescence de la pandémie à COVID-19 en cette période.

L'Assemblée Générale qui se déroule souvent en session ordinaire, conformément

aux textes de l'Association au mois d'avril, a été finalement tenue au mois de juillet, suite à la crise sanitaire. Les travaux y relatifs se sont déroulés au Monastère des Bénédictins du Mont-Febe à Yaoundé. Ces travaux étaient précédés d'une réflexion portée sur la mise en œuvre, au niveau national, des résolutions de l'Assemblée Générale Internationale de 2016 qui avait pour thème principal : «Inades-Formation et l'engagement des membres au service du bien commun - Analyse critique et perspectives»

- Le renouvellement du membership s'est poursuivi avec l'admission de nouveaux membres. L'Association Nationale compte 38 membres Associés, certains d'entre eux se sont impliqués, de manière particulière à la réalisation des activités du BN, notamment la correction des devoirs, l'appui à la réalisation des prestations de service, la co-réalisation de l'audit de gestion du Bureau National et des évaluations.

PHOTO

1. Les ressources humaines

L'équipe d'INADES Formation Cameroun, pour l'exercice 2020, a été la suivante :

N°	NOM ET PRENOMS	LIEU D'AFFECTATION	FONCTION
1	LEKEULEM Alain	Yaoundé	Directeur National
2	KAANE Jeanne Ginette	Yaoundé	Chef de Service Administratif et Financier
3	MBEZELE FOUDA Elisabeth épouse MBALLA ATANGANA	Yaoundé	Cadre chargé de projet
4	MEIGNO BOKAGNE Raphaël	Yaoundé	Cadre chargé de projet
5	NDJONGO Charlotte Hortense	Yaoundé	Assistante de Direction
6	MESSI Justin Patrick	Yaoundé	Chauffeur
7	ELLA Jérôme Dimitri	Yaoundé	Agent d'entretien
8	DAKGNA Abel	Maroua	Délégué d'Antenne
9	GODWE GNOWE	Maroua	Cadre chargé de projet
10	MVONDO Etienne Martial	Maroua	Agent de formation
11	BOUMZINA David	Maroua	Assistant Administratif
12	MANGANA François	Maroua	Chauffeur
13	AHIDJO Waram	Maroua	Gardien de nuit
14	SAMA Emmanuel KHAN	Bamenda	Délégué d'Antenne
15	SINDJUI Thérèse Philomène	Bamenda	Agent de formation
16	TATAH Esther	Bamenda	Assistante Administrative
17	FONGANG Harry TIFANG	Bamenda	Gardien de jour
18	ALIU Nanaye	Bamenda	Gardien de nuit

Les ressources matérielles

N°	Désignation	Nombre
1	Terrains d'exploitation	02
2	Terrains d'habitation	03
3	Matériel de transport	09
4	Constructions d'exploitation	03
5	Constructions de logement	02
6	Matériel et mobilier de bureau	Indéfini
7	Rétroprojecteurs	04
8	Onduleurs	08
9	Micro-ordinateurs	18
10	Imprimantes	16
11	Photocopieurs	03

En 2020, malgré la réduction des ressources financières et la crise sanitaire liée au Covid-19, Inades-Formation Cameroun a poursuivi avec engagement ses activités d'accompagnement en faveur des populations, notamment celles défavorisées.

Le projet de repositionnement des vivres de souveraineté dans une dynamique de développement territorial pour une alimentation suffisante, saine et durable des populations au Cameroun a été à sa première année d'exécution. Des interventions menées dans le cadre de sa mise en œuvre ont permis, non seulement de mieux asseoir la promotion des vivres de souveraineté, mais également de poser les bases pour le lancement de la campagne conscience alimenTERRE au Cameroun.

Le projet de lutte contre l'insécurité foncière et le projet d'appui au renforcement de la résilience et la cohabitation des communautés dans la région de l'Extrême-Nord, qui s'acheminent vers la fin, ont permis de consolider des résultats visibles et palpables obtenus au sein des communautés.

En 2021, un accent particulier sera consacré au lancement effectif de la campagne « Conscience AlimenTERRE » et la mise en place d'un Comité National de l'Agriculture Familiale (CNAF). Il sera également question de capitaliser les acquis des projets finissants. L'intérêt sera également porté sur la consolidation des partenariats existants et la poursuite de la recherche des financements.

LISTE DES MEMBRES ASSOCIÉS

Liste des membres Associés

N°	Noms et Prénoms
1.	ABAT ANGONG Conrad
2.	AISSATOU
3.	AHANDA Castor
4.	APANE Marcellin
5.	ATANGANA NDZIE Joseph
6.	BALKISSOU MOUSSA
7.	BEPME Joseph
8.	BETE Marie Louise
9.	BOUBA LOUMNALA
10.	DAKGNA Abel
11.	DJAOWE Joseph
12.	ENOTARH William
13.	ETONO NGAH Apollinaire
14.	FONDJO Laurent
15.	HAROUN Adoum
16.	KAMAYOU Georges
17.	KAMSU TCHUEMBOU Claude
18.	KHAN SAMA Emmanuel
19.	KITIO Guy Edouard
20.	LEKEULEM Alain
21.	MACKONGO Colette Solange
22.	MOUMBAGNA Mama
23.	MBEZELE FOU DA Elisabeth
24.	MEIGNO BOKAGNE Raphaël
25.	NDEH Emmanuel ESICHIWU
26.	NEMENGO MEZING Jean Moselly
27.	NGABA ZOGO Salomé
28.	NJIKAM Salifou
29.	NKODO Maurice
30.	NLOME Marie Bernadette
31.	SEMA DJOUMBI Lazare
32.	SIDIKI DJIBRILLA Gisèle Fatima
33.	TCHIAPPI KAMENI Sébastien
34.	TCHUENGUEM FOHOUE Fernand Nestor
35.	WASSOUO Jean
36.	WANDOU Marthe
37.	ZIEBA Justin
38.	ZOGNING Joseph

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :

SEMA DJOUMBI Lazare

Vice-président :

APANE Marcellin

Secrétaire/Trésorier :

ENOTARH William

Membres :

KAMAYOU Georges

NEMENGO MEZING Jean Moselly

TCHUENGUEM Nestor

WANDOU Marthe

BUREAU NATIONAL

Directeur National

LEKEULEM Alain

Antenne de Maroua

Délégué : DAKGNA Abel

Antenne de Bamenda

Délégué : KHAN SAMA Emmanuel

Chef de Service Administratif et Financier

KAANE Jeanne Ginette



Inades-Formation Cameroun
Servir le bien commun

Direction Nationale B.P : 11 Yaoundé
Email : inadesformation.cameroun@inadesfo.net
Site web: www.inadesformation.net

Antenne de Maroua B.P : 167 Maroua
Tél.: (+237) 222 29 13 82 / Fax : (+237) 222 29 30 24
Email : inadesmra@yahoo.fr

Antenne de Bamenda B.P : 256 Bamenda
Tél.: (+237) 223 36 11 80 / FAX : (+237T) 233 36 15 17
Email : inadesforbda@yahoo.fr